

Le sous-texte



Jean Duvignaud, *Le sous-texte*

Actes Sud (Un endroit où aller)

2005, 168p. (paru le 10 mars 2005)

1. [lundi 15 août 2005]

Le sous-texte. Déjà, ce titre m'attire, quand je le lis dans une librairie de la vieille ville de Montluçon. Il évoque d'emblée ces réseaux de sens qui circulent en dessous du discours, évoquant Nietzsche, Foucault et les autres, rappelant mon projet d'herméneutique documentaire¹ d'il y a quelques années !

Et puis **DUVIGNAUD**, Jean Duvignaud, celui de la revue *Arguments*, celui de *Cause commune*, le sociologue de l'art, le romancier, penseur ouvert et généreux, esprit nomade toujours en marche, en quête à peine cachée de l'*innommable*, comme en écho à Samuel Beckett, en chasse continue du *dyspensé*², en questionnement systématique de l'évident, de ce qui se déclare comme allant de soi... Bref, un philosophe un vrai !

Ce livre, écrit à La Rochelle en 2004, s'avère une grandiose fontaine de jouvence ! Livre fécond, germinatif : lisant Duvignaud, j'ai le sentiment de devenir plus intelligent, et sens que mon esprit s'aiguise en s'excitant de cette lecture ; lisant Duvignaud, je me souviens de tout ce que je n'ai pas écrit et que j'ai sur le bout des doigts.

Ce livre, né de Sagesse et de Nomadisme, invite au voyage spirituel, à la pérégrination intellectuelle. De la naissance en 1921 (« *N'être...* ») à la vieillesse d'aujourd'hui (« *La suite... - De quoi ? - Le rien* »), on parcourt, à vol de pensée, toute une vie d'intelligence et de rencontre, se laissant guider par quelques plis géosophiques de l'auteur, qui nous livre ici un fond de pensée tout en posture, tout en écoute, tout en questionnement - une forme contemporaine de l'ancienne ironie, en quelque sorte. Mais un fond de pensée à la Montaigne, ce que Jean Duvignaud appelle, précisément, le *sous-texte* de son existence déjà très riche, c'est-à-dire la tentative de dévoiler le non-dit (ensemble d'*hypo-thèses dynamiques*) de ce qui est arrivé au cours de cette existence nomade sous plus d'un aspect et, Dieu merci !, non close à ce jour.

Sociologue, Jean Duvignaud tente d'élucider la question du *nous* - famille, groupe, collectif, société - mais en philosophe. Pourquoi pas en sociologue ? Tout

¹ <http://brich59.canalblog.com/archives/2004/07/13/60413.html>

² Le pensé de travers, pensé avec le mauvais regard, les mauvais mots mais aussi le difficile à penser parce qu'en lisière, à la marge, aux marches du langage.

simplement parce que la sociologie dédaigne souverainement « *cette région de l'être où s'enchevêtrent les rencontres, les affinités, les attentes communes, les plaisirs partagés, les utopies, les erreurs - le sous-texte de l'existence journalière* » (p.9).

Le mot "sous-texte", Jean Duvignaud semble l'avoir rencontré en lisant Constantin Stanislavski, grand homme de théâtre russe (1863-1938), notamment metteur en scène de réputation mondiale, qui parle du sous-texte, après Tchekhov (1860-1904), pour désigner ce qui, dans le dire théâtral, n'est pas réductible à ce qui est dit. Mais notre auteur en élargit considérablement la portée, ne l'inscrivant plus seulement dans un espace spécifique déterminé : théâtral (Tchékov-Stanislavski), voire cinématographique³ ou encore philologique, littéraire, etc., non sans pratiquer parfois un sorte d'amalgame, où se mêlent trop souvent texte, sous-texte proprement dit, intertexte, paratexte... Ici, le sous-texte, proprement dit, est inscrit - c'est-à-dire prend racine et signification - dans l'espace biographique tout entier.

Philosophe, Jean Duvignaud nous éclaire, par exemple et comme en passant mais tout au long du voyage, sur la relation si tendue et mouvante entre l'espace et le temps, le premier s'instituant instrument de maîtrise du second, indomptable par essence et pour nous, antique et pur *adamas*⁴. Sociologue de l'art et de l'artiste, Jean Duvignaud nous place dans un angle de vue d'où l'acte créateur se dénude en sa richesse absolue et son décalage relatif.

Romancier, Jean Duvignaud nous donne à lire une écriture qui ne sacrifie jamais le travail du sens sur l'autel du travail de la langue, comme aurait dit Roland Barthes. Bien au contraire, il en utilise tous les ressorts pour emmener le plus loin possible dans son voyage, à la rencontre des gens et des pensées. Sous chaque mot, derrière chaque expression, se profilent des perspectives, en appui sur des lignes de fuite attestées. Pas un mot de trop, pas une expression gratuite. Ici la belle écriture est totalement maîtrisée. Duvignaud me fait penser à Josquin Despréz dont Martin Luther disait qu'il était le Maître des notes, car il en faisait ce qu'il voulait, alors que les autres faisaient ce que les notes voulaient⁵. Ainsi Duvignaud est Maître des mots et ne se laisse pas facilement prendre dans les rets du langage, comme aurait dit Nietzsche. D'autres souvent se font ainsi prendre dans les filets du langage, dans les pièges que l'idéologie nous tend continuellement...

1bis.

Pages 64-74, un chapitre intitulé simplement « Progrès », des pages comme j'aime en lire car elles font réfléchir, parsemant le texte de questions, reliant le thème à l'ensemble d'une réflexion large et profonde... Voici l'ouverture :

³ Comme on le fait souvent aujourd'hui, par simple transposition à partir de l'emploi originel.

⁴ Pardon lecteur, mais je ne peux pas ne pas rapprocher cette vision de Duvignaud d'avec l'eschatologie platonicienne, du moins telle qu'elle est imagée dans le *mythe d'Er le Pamphilien*, à la fin de la *République*, où se joue aussi l'articulation entre espace et temps.

⁵ Josquin [...] ist der noten meister, die habens müssen machen, wie er wolt ; die anderen Sangmeister müssen machen, wie es die noten haben wollen.

« Tout est calme... transformation graduelle du moins bien vers le mieux, et demain sera plus heureux qu'hier. Nous sommes en marche vers... vers quoi ? La réconciliation de l'homme et de la nature ? Le bonheur pour tous ? Le bonheur et la paix universelle ? Qu'importe ! Un incoercible mouvement nous emporte qui surmonte une multitude d'obstacles. »

Suivent une dizaine de pages qui invitent à une authentique réflexion, libérée des carcans dont les scholastiques - l'ancienne comme la moderne - ont balisé les voies, stérilisant au passage - mais n'était-ce vraiment qu'un effet collatéral ? - les voix de l'imaginaire et de la trouvaille intellectuelle. Peu importe qui est convoqué au long de ces pages - il y a du monde ! Ce qui compte ici, c'est le cheminement d'une pensée questionnante, mûre et sûre.

Je ne résumerai pas ici ce cheminement. À toi de lire, lecteur assoiffé, en quête d'une fontaine distribuant sans compter une eau germinale et fécondante ! Juste une confiance cependant : incidemment, évoquant l'impossible rencontre londonienne entre Darwin et Marx - impossible parce que le premier ne voulut pas recevoir le second -, Duvignaud note ceci :

« On eût aimé savoir ce que pouvaient se dire ces deux grands barbus sur les déambulations des formes de la vie dans l'histoire - et sur le progrès... »

« N'étaient-ils pas l'un et l'autre engoncés dans la certitude d'un engendrement de toute novation, de tout événement, dans le temps ? d'une causalité interminable dont chaque étape est une conquête, une amélioration ? Ainsi désigne-t-on la découverte des instruments mobilisateurs du progrès et les lieux d'où partiraient ces mutations, voire les groupes, - les "races" - qui en seraient les inventeurs pour l'un, les parties soumises et travailleuses d'un peuple pour le second ? Et tous les deux saisis par l'évidence que ces moments prépareraient l'irruption d'un nouveau - eschatologie où l'on renifle l'odeur des mirages théologiques. »

Ces deux alinéas pointent une part du sous-texte idéologique que j'ai toujours intuitivement subodorée : cette "odeur" théologique, comme dit si bien Duvignaud, derrière les masques de la science, et notamment des sciences dites humaines...

« De l'idéologie aujourd'hui... », c'est le titre de l'article que François BRUNE, philosophe personnaliste, publia en août 1996 dans *Le Monde diplomatique*. C'est devenu depuis celui d'un ouvrage paru au mois de mars 2004 aux éditions de L'Aventurine. L'ouvrage s'ouvre sur une nouvelle version de l'article en question. Suivent d'autres contributions. Objectif de l'ensemble : débusquer l'idéologie là où elle prétend précisément n'être pas... Bref, remettre les pendules à l'heure. Salutairement. Des pages comme j'aime en conseiller à lire car elles éclairent l'emploi du langage quotidien...

Le progrès apparaît dans ce texte comme un mot d'ordre incantatoire, relevant d'une mythologie imposée :

« Le progrès est, certes, une réalité ; il est aussi une idéologie. Le simple proverbe "on n'arrête pas le progrès" est un principe de soumission cent fois répété ; c'est aussi une prescription quotidienne : chacun doit progresser, changer, évoluer. Voici par exemple la question que pose un journaliste à un animateur de radio : "Vous faites aujourd'hui trois millions

d'auditeurs, comment comptez-vous progresser ?" Mais pourquoi faudrait-il faire davantage d'auditeurs ? C'est que, le progrès devant être mesuré, il est le plus souvent d'ordre quantitatif. Cette obsession est sans doute à l'origine de la savoureuse expression "croissance négative" ; un recul de la production économique étant impensable, on a voulu n'y voir qu'une forme subtile de croissance. Il faut croître.

« En corrélation, la grande angoisse est d'être en retard : en retard d'une invention, en retard d'un pourcentage, en retard d'une consommation ! Écoutez ces nouvelles alarmantes : "Par rapport aux autres nations industrielles, les ménages français sont en retard en matière d'équipement micro-informatique !", "La France est en retard en matière de publicité, si l'on considère la part du PIB que nous y consacrons par tête d'habitant !" Les médias adorent cultiver le chantage du retard, forme inversée, de l'idéologie du progrès.

« Proches du "progrès", les mots "évolution" ou "changement" bénéficient d'un a priori positif. Le changement est une réalité : c'est aussi une idéologie. "Français, comme vous avez changé !", titre un hebdomadaire pour accrocher les lecteurs [L'Express, 2 janvier 1996] : c'est forcément un progrès puisque c'est un changement. En quoi le Français a-t-il changé ? En ce qu'il serait devenu plus proche de l'"être" que du "paraître" ! Ce type d'analyse, issu de sondages artificiels, est l'exemple même du faux événement sociologique : il faut du changement, il faut que notre société "bouge", il faut de l'évolution, qui est immanquablement amélioration. C'est cela, notre époque. »

On notera quelques similitudes entre François Brune et Jean Duvignaud, notamment la capacité à mettre en question ce qui semble acquis, ce qui est réputé aller de soi ; notamment aussi cette exigence d'une sociologie authentique...

Placé dans son contexte, le mythe du progrès n'est que l'un de ces "complexes idéologiques" dont la vocation semble consister à brouiller l'esprit d'analyse sociopolitique des citoyens. Voici le condensé (au sens documentaire du mot⁶) de l'article :

Il n'y a plus d'idéologie, dit-on. Il n'y a même plus à penser : le réel s'impose, tel le fait de la globalisation ou celui de la mondialisation ! Quatre grands « complexes idéologiques » fonctionnent ainsi dans le discours ambiant. Le mythe du progrès, tout d'abord, (avec son torrélat nécessaire, la peur du retard) cultive une fausse sociologie du changement. Le primat du technique, ensuite, détournant des questions fondamentales, en occultant le pourquoi par le comment, donne aux technocrates un poids tout dictatorial. C'est ainsi que l'idée d'autoroute s'impose, que l'image de la vitesse envahit tous les discours. Puis le dogme de la communication qui véhicule de nombreux mots à forte charge idéologique et que la télévision entretient pour mieux faire illusion. La religion de l'époque, enfin, qui sacrifie tout à la « modernité », dans une mise en scène d'autant plus efficace qu'elle est artificielle. C'est ainsi que la publicité envahit notre vie et que la « société de consommation » prospère toujours davantage. Quand, au gré

⁶ <http://brich59.canalblog.com/archives/2004/09/07/105909.html>

d'une explosion sociale, l'un de ces complexes défaille, les autres viennent à la rescousse, pour mieux brouiller l'analyse critique que le citoyen pourrait entreprendre des « réalités » qu'on lui impose. Bafouant l'expérience la plus commune, ce brouillage oblige à une double pensée, au risque d'une schizophrénie collective.

Cette tentative d'imposer une schizophrénie collective, je l'ai déjà rencontrée en d'autres lieux et sous d'autres situations. Il s'agit de la thématique de l'analyse des besoins de formation, des besoins dits "objectifs" de formation, et de l'un de ses avatars, je veux parler de la doctrine de l'incitation - doctrine de l'accrochage, comme on dit outre Quiévrain - en Action Collective de Formation.

Il y aurait, dit-on, le niveau subjectif des besoins de formation, et il y aurait leur niveau objectif. J'ai toujours été prudent dans la manipulation de cette dichotomie objectif/subjectif, qui semble pouvoir être ici superposée à une autre dichotomie importante, celle qui distingue besoin et demande.

L'idée est simple et forte dans sa simplicité même : les gens qui ont le plus besoin de formation ne perçoivent pas ce dont ils ont besoin, parce que leur conditions matérielles de vie les en empêchent.

Prenons l'exemple des femmes de mineurs du bassin minier lensois où j'ai travaillé dix années (Action Collective de Formation de Sallaumines-Noyelles-sous-Lens, 1978-1988). Ces femmes souhaitent majoritairement apprendre à confectionner et réparer des vêtements, plutôt que suivre des formations en expression écrite et orale, en langues étrangères, en "monde actuel", en sociologie, etc. La motivation de ces femmes à suivre des cours de coupe et couture semblent relever à la fois de la sociabilité (entre nous, femmes de mineurs) et de l'économie domestique (faire avec art plutôt qu'acheter tout fait, voire mal fait)... Sauf que les "autorités politico-scientifiques" ne l'entendent pas de cette oreille : ces femmes se trompent et il convient de les mettre dans le bon chemin. Elles ne se trompent pas parce qu'elles sont mauvaises ou bêtes, elles se trompent parce qu'elles ne voient pas leur propre intérêt de classe, elles ne perçoivent pas ce dont elles ont objectivement besoin pour s'émanciper du rôle que la "société bourgeoise" leur a assigné une fois pour toutes ; bref, elles se trompent parce qu'elles n'ont pas conscience du sens de l'histoire de notre société de classe, qu'elles n'ont pas conscience de la fatalité de leur propre progrès. Et cette erreur repose sur la confusion entre demande et besoin, entre deux niveaux du besoin de formation, le niveau subjectif (ce qu'exprime ma conscience immédiate comme besoin de formation) et niveau objectif (ce que détermine l'analyse scientifique de l'histoire de la société comme besoin de formation)... Qu'à cela ne tienne, conscientisons-les, proposent les autorités politico-scientifiques ! Las, ces femmes ne sont pas forcément prêtes à entendre le discours conscientisateur. Qu'à cela ne tienne, incitons-les, accrochons-les pour les conscientiser malgré elles, proposent les mêmes autorités ! L'idée est la suivante : vous offrez une formation qui réponde au besoin subjectif de formation et glissez dans cette réponse des éléments qui satisfassent le besoin objectif de formation et incitent ces femmes à reconnaître ce besoin-là, c'est-à-dire ce besoin qu'elles ne reconnaissent pas comme leur en ce moment et qui est objectivement leur vrai besoin.

Ce qui m'intéresse, ici, ce n'est pas de juger de la pertinence ou de la validité scientifique d'une telle démarche. Laissons ses promoteurs mettre en avant leurs arguments. Il vous suffira de lire la production de quelqu'un comme Paul Demunter et de ses étudiants ou épigones. Peut-être un jour vous proposerai-je un ex-

posé de ces arguments, une présentation claire de leur bien-fondé et les objections qu'on peut leur opposer... Non ce qui m'intéresse dans cette histoire, c'est la structure de la manipulation sociale, qui consiste à dire aux gens que ce qu'ils voient n'est pas la réalité et que la réalité n'est visible que par des initiés. Chez Platon, l'initié est le philosophe (la fameuse allégorie de la caverne) ; chez Saint Paul, c'est le croyant ; chez Demunter, le travailleur social lui-même conscientisé ; etc. L'archétype de ce type de manœuvre - que l'on trouve donc tout à la fois dans la philosophie grecque ancienne, dans l'un de ses avatars que constitue la doctrine paulinienne de l'Église chrétienne, et dans la théorie de la conscientisation salvatrice -, on doit pouvoir le trouver ailleurs, en des régions de l'humaine pensée habilitées elles aussi à entretenir cet archétype, dont Platon, Saint Paul, Demunter ne sont que dépositaires remarquables.

N'y a-t-il pas dans ce type de manœuvre une formidable violence symbolique ?

Quand la violence n'est plus symbolique mais directement économique, cela donne tous ces produits de la technique du marketing et de la publicité commerciale. Quand la violence n'est plus symbolique mais psychologique et physique, cela donne, par exemple, L'aveu de Costa Gavras...

Ce qui me pousse à parler de tout ça à la suite de l'évocation de François Brune, c'est que, tout comme le travail du mythe-idéologie que Brune met à nu, le travail de l'idéologie de l'incitation en ACF tel que je le décris produit de la schizophrénie collective... C'est peut-être aussi que rien de ce qui concerne l'Action Collective de Formation, et plus globalement le CUEEP, ne m'est indifférent ; et que le CUEEP traverse ces temps-ci de fortes turbulences qui menacent son existence, sinon son âme et son identité.

2. [vendredi 19 août]

Le CUEEP est né d'un projet politique et social porté en tant que tel (et pas seulement accepté) par l'Université, dans le mouvement de mai 1968, en imitation (comme on dit en musique) d'expériences conduites autour Bertrand Schwartz avant 1968. Cette période de fondation du CUEEP sur le socle des Actions Collectives de Formation, aujourd'hui pensée comme honteuse, cette période fait l'objet d'une sorte de fatwa générale, d'une mise à l'index universelle, de refoulement institutionnel : il faut l'oublier, la passer sous silence, tout faire comme si elle n'avait jamais existée ! À l'automne 2000, il est ainsi tout à fait possible de présenter très publiquement l'ensemble de l'institution CUEEP en une page de presse (*La Voix du Nord*)⁷, en utilisant 46 fois le mot 'formation' (sur un total de 991 mots) et pas une seule fois l'expression 'action collective de formation'.

Je ne referai pas ici l'historique d'une institution qui ne souhaite pas regarder - encore moins valoriser - son propre passé. Sauf pour rappeler que l'une des facettes-phares de ce projet soixante-huitard est sûrement l'idée (mise en œuvre) d'Action Collective de Formation.

Si aujourd'hui on tend à réduire l'Action collective de formation à un dispositif de

⁷ <http://www.lavoixdunord.fr/vdn/entreprise/pdf/m53.pdf>

formation générale et préqualifiante - une sorte de concurrence à ce que peuvent mettre en place les GRETA -, elle était bien plus que cela à l'origine. On s'en rendra facilement compte en lisant les premières études publiées sur les deux actions collectives conduites par le CUEEP, celle de Sallaumines-Noyelles sous Lens - dont j'ai déjà parlé - et celle de Roubaix-Tourcoing. Le curieux dispose d'une bibliographie : 1971/1991. *Vingt ans d'Action Collective de Formation à Sallaumines, Noyelles-sous-Lens, Méricourt et Loison-sous-Lens*, Lille : CUEEP, avril 1991, 16 p. ; bibliographie analytique dont la version signalétique se trouve dans *Actualité de la formation permanente*, n° 112, mai-juin 1991, p. 18-19 (si je retrouve les fichiers, je mettrai bientôt ce travail bibliographique en ligne). On peut également avoir une idée de cette protohistoire du CUEEP par le biais de l'histoire des partenaires de ces temps-là, Peuple et Culture par exemple pour ce qui concerne l'ACF de Sallaumines, au pages 54-55 de *Peuple et Culture, 50 ans d'innovation au service de l'éducation populaire*⁸, publié sur le site de l'association. Ou encore par le biais de la documentation syndicale, celle de la CFDT qui fut dans le coup dès le début ; on pourra alors consulter avec intérêt les lots de documents déposés par le syndicat au Centre des Archives du Monde du Travail de Roubaix (par exemple le "Répertoire CFDT, Union départementale Pas-de-Calais et Union régionale Nord Pas-de-Calais"⁹)...

Bref, il n'est hélas plus aujourd'hui question de voir dans le CUEEP, et plus précisément dans les deux ACF, un projet éducatif "au service des hommes et des femmes de cette région" du Nord-Pas de Calais, comme aimait à répéter inlassablement le Professeur André Lebrun, fondateur et premier directeur de l'Institut.

Que c'est-il donc passé pour passer d'un si beau projet à une institution soumise à de fortes turbulences qui en menace l'existence, sinon l'âme et l'identité ?

Dès l'origine, le modèle ACF et ses deux mises en œuvre territoriales ont connu deux lectures, qui suivent, à mon sens, deux inclinations politiques :

- lecture Demunter (je cite en premier parce que je l'ai déjà évoquée) : instrumentalisation pathogène (production de schizophrénie) du projet ACF, finalisé par l'utopie marxiste redessinée soviétique ; la méthode mise en avant est la "recherche-action de type stratégique" (sur cette méthode, cf. ma contribution « Recherche-action de type stratégique : Typologie de l'évaluation et implication du chercheur », *Actualité de la formation permanente*, 120, sept. 1992, p.103-119)¹⁰ ;
- lecture Dubar : quête (non pathogène) d'une cohérence socio-logique, à partir de l'observation rationnelle du fonctionnement de l'ACF et de l'écoute outillée du discours de gens qui la font ; on ne présente pas Claude Dubar... mais voyez tout de même les études des années soixante-dix, auxquelles il participa (avec les deux premiers responsables du CUEEP de Sallaumines-Noyelles sous Lens) et qu'il dirigea (*Le public de la formation collective* en 1976 et *La volonté de former* en 1977, *Les retombées culturelles* en 1979 - cette dernière contribution faisant d'ailleurs l'objet d'une réécriture pour la revue française *Éducation permanente*, 48, p.73-

⁸ <http://www.peuple-et-culture.org/IMG/pdf/doc-95.pdf>

⁹ <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/fr/inventaires1994/1994024-21.html>

¹⁰ Cf. <http://62.160.236.86/Document.htm&numrec=031924968910670>

86) ; ou encore l'article, co-rédigé avec Serge Évrard (premier responsable du CUEEP de Roubaix-Tourcoing), « Recherche sur quelques facteurs sociaux des motivations à la formation collective d'adultes », qu'*Éducation permanente* publia dans sa dix-septième livraison, en 1973. La méthode utilisée est bien sûr la sociologie.

J'ai longtemps tenté, en vain, une synthèse de ces deux lectures des ACF ou même simplement une articulation entre elles, notamment sur la question des besoins de formation. Elles sont inconciliables, parce qu'elles ne se situent pas au même niveau de réalité. Les deux approches utilisent bien les mêmes mots, les mêmes expressions, comme "besoins de formation", "action collective de formation", "public de la formation", etc. mais elles ne parlent pas de la même chose. Comme si le point d'entrée de la réflexion et la finalité qu'on lui assigne construisaient le réel pris en compte, par delà les mots. Comme si le sous-texte de chaque démarche en constituait le vrai moteur et lui donnait sa vraie direction - c'est-à-dire sa force et sa signification.

En tous cas, ce qui est sûr, c'est que le "terrain ACF" fut productif, pour les publics en formation certes, mais aussi, et on ne le dit jamais, pour l'Université elle-même.

Concernant les publics en formation, je n'insiste pas ici. Les rapports produits par les acteurs du terrain et les études scientifiques consacrées à ces actions collectives sont éloquentes... Combien d'ouvriers et d'employés ont-ils pu augmenter leur niveau de formation dans ce cadre-là, alors qu'il est clair qu'ils ne l'auraient pu ailleurs ? Combien de personnes de "bas niveau de qualification" ont-elles pu, grâce à une démarche judicieusement collective et à des outils pédagogiques adaptés, briser le mur par lequel on leur interdisait l'accès au savoir ? Même si, fort d'un tel succès objectif, le modèle ACF a été banalisé par la suite - certains des éléments de sa méthodologie étant repris massivement par le secteur de la formation -, je ne vois pas alentour d'approche éducative qui offre, aujourd'hui, aux personnes dont notre bon système libéral a si bien négligé la formation un tel risque de réussite dans le rattrapage de cette négligence sociale. Tenez, prenez la VAE dont on nous parle tant, cette fameuse VAE, deuxième chance pour toutes les personnes que le système qualifiant ne labellise pas à la hauteur de leur vraies compétences, des compétences avérées en situation, etc., eh bien là encore, l'approche ACF pourrait permettre un authentique accès aux personnes de bas niveau de qualification, les préparant habilement au difficile travail de la formalisation de leurs propres savoirs, savoir-faire et savoir être ; bref un dispositif territorialisé et adapté pour éviter qu'encore et encore les laissés pour compte de la qualification soient abandonnés à leur sort - je veux dire au sort où notre société libérale les a enfermés.

Globalement et tous comptes faits, les ACF pourraient très bien être analysées en termes de bonne conscience du libéralisme à l'endroit de ses propres laissés pour compte. Mais bon ! N'exagérons rien, cessons la perfidie et restons calme ! Cela ne se doit pas dire et de toutes façons, « *les gens qui ont bonne conscience ont souvent mauvaise mémoire* », comme disait le bon Jacques Brel (*Les gens*). Non, il me suffirait qu'on valorise correctement le travail de terrain mené par l'Université dans les ACF, depuis plus de trente ans et encore aujourd'hui, pour que je sois un citoyen et un formateur heureux ! Et encore je n'évoque pas ici les très fructueuses retombées en matière de formation de formateurs et d'enseignement universitaire de ces terrains !

Concernant l'Université elle-même, on est bien moins disert encore ! Surtout du côté de l'Université elle-même. Car il ne s'agit de rien moins que de prétendre ici que, sans le terrain ACF, nombre de carrières n'auraient pu se dérouler comme elles l'ont fait. Je parle ici de "carrières savantes", qu'il s'agisse de carrières type enseignement-recherche (Sciences de l'éducation) ou de carrières type administration-ingénierie.

Il y a trente ans, la filière Sciences de l'éducation naissait et les postes arrivaient sans trop de problème. Certains sont ainsi devenus professeurs - le plus haut grade universitaire - sans quasiment l'avoir demandé ! En tout cas, sans avoir à affronter les obstacles auxquels sont confrontés ceux qui postulent aujourd'hui. Puis le système s'est mis en place, au niveau national et au niveau local. Le CUEEP est devenu par la force des choses le lieu désigné des Sciences de l'éducation pour l'Université de Lille1. Quasiment tous les enseignants-chercheurs en sciences de l'éducation de Lille1 ont ainsi construit leur carrière universitaire sur les terrains ACF du CUEEP, résistant plus ou moins à l'idéologie dominante en vigueur, l'idéologie "schizogène" déjà évoquée ici, cédant plus ou moins à l'attrait du gourou, genre de *leader maximo* européen - qui, lui aussi, d'ailleurs doit toute sa carrière au CUEEP et à ses ACF...

Le problème, c'est que ces enseignants-chercheurs qui ont construit leur notoriété à partir de leur travail cueepien (c'est-à-dire financé sur ressources propres sur des thématiques telles que l'illettrisme, la pédagogie, la recherche-action de type stratégique, l'accès à la formation, etc.), ces chercheurs qui doivent au CUEEP à la fois leur terrain de travail et leur entraînement professionnel, la plupart de ces chercheurs se comportent aujourd'hui - aujourd'hui où le CUEEP est menacé (par l'Université) dans son âme, son identité, son existence - comme de parfaits intouchables, drapés dans leur statut d'universitaire, imparable toge, alors même que leurs collègues contractuels d'aujourd'hui sont menacés dans leur emploi, intouchables d'aujourd'hui qui furent à leur début contractuels eux aussi (à l'époque on disait "hors statut"), grâce à quoi ils sont aujourd'hui intouchables... Exemple tout récent, un travail collectif a été mené par les permanents du CUEEP, réunis dans trois groupes thématiques de mai 2004 à février 2005¹¹. La quasi totale absence des enseignants-chercheurs tout au long de ce travail collectif qui aura mobilisé une cinquantaine d'heures - sans compter le temps que chacun a consacré à la préparation de ses interventions - signifie que le collectif CUEEP n'est pas ou n'est plus dans les priorités de ces intouchables universitaires, que l'idée même du CUEEP n'est pas ou n'est plus dans l'horizon de leur préoccupation, voire simplement de leur pensée. Pour ces anciens "hors statut" devenus maîtres de conférence ou professeurs grâce au CUEEP, ce dernier n'aura donc été qu'un bien utile marchepied « repoussable » - voire devenu repoussant (ah, dialectique, quand tu nous tiens !) - une fois qu'on est parvenu à la hauteur ambitionnée... De bien tristes personnages, en vérité !

Mais, dans la galaxie universitaire, il n'y a pas que les carrières d'enseignement-recherche. Il y a aussi les carrières administratives. Ainsi l'important développement de la formation continue dans notre université de Lille1 (à une époque, Lille1 se targuait d'être la première université hexagonale pour la formation continue) a été possible grâce au CUEEP : personnel, méthodologie, réseaux, etc., tout vient du CUEEP ! Certains ont même été formés sur les terrains des

¹¹ Cf. <http://brich59.canalblog.com/archives/2005/03/29/404736.html>.

ACF ! J'en connais même un, qui, au milieu des années quatre-vingt, jura qu'il ne serait jamais le fossoyeur de l'ACF de Sallaumines et s'avère aujourd'hui participer activement à la mise à mal, sinon à mort, de l'ensemble du CUEEP, mettant en cause l'existence économique de ... l'ACF de Sallaumines ! Un bien triste personnage, ma foi !

Ainsi va la vie, avec ses figures imposées et ses figures libres, trop libres, trop "oublieuses", voire trop immorales, trop illégitimes quelquefois...

C'est peut-être avec l'arrivée d'autres savants, venant d'autres horizons, que le projet a finalement changé de nature et s'est vraiment banalisé. La source devient mythique... À noter que les savants les plus marqués libéralisme ne resteront pas longtemps, juste le temps d'une marche de l'escabeau carriériste...

Ainsi l'expérience ACF (et partant l'expérience CUEEP) n'aura été qu'un chapelet de verrues au pied de l'Université qui, après y avoir fait germer quelques "carrières savantes", le traitera à l'azote liquide, au *Rundup*, au désherbant total... été 2005, on commence à licencier les contractuels, ou à rétrécir la durée des contrats... ... mais nous verrons cela une prochaine fois.

3. [mardi 30 août]

Ainsi donc le CUEEP, avec ses ACF mais pas seulement (pensez au dispositif DAEU, par exemple !), reste malgré tout, grâce à son potentiel d'innovation pédagogique et d'ingénierie, grâce à sa capacité de retour réflexif sur ses pratiques, grâce à la qualité de son ancrage territorial, une force importante en région Nord-Pas de Calais pour mettre au service des hommes et des femmes que les systèmes scolaire et productif ont cantonnés dans une trop faible qualification de quoi augmenter leur niveau de formation, de quoi élaborer des projets où enfin l'avenir paraît meilleur que le présent, de quoi intervenir citoyennement dans cette société culturellement si riche mais idéologiquement si fermée, de quoi se reconnaître à sa juste place et entre égaux, là où l'aveugle humilité était de mise...

Car il n'y a pas que l'emploi... même si la recherche d'emploi peut être légitimement considérée comme une priorité. Disons alors qu'il n'y a pas que "l'emploi directement" ; en d'autres termes, il n'y a pas que la formation professionnelle et qualifiante, celle dont on dit trop souvent que sa qualité se mesure à l'aune des emplois trouvés à l'issue, comme si c'était l'action de formation qui créait des emplois, comme s'il suffisait de suivre une "bonne" formation pour trouver du boulot tout de suite !

En 2003, deux de mes collègues notaient dans un rapport que « nous avons toujours été conscients au CUEEP que la motivation à se former, même forte, n'est pas la seule condition nécessaire à la réussite des apprentissages. Il existe en effet des facteurs de résistance, liés au passé scolaire, à l'environnement social et familial, au parcours professionnel, qui viennent parfois interférer [avec] le bon déroulement de la formation et qui agissent comme autant d'obstacles aux apprentissages. » Du coup, « lutter contre ces facteurs et créer des leviers de réussite des parcours de formation », cela devient un objectif intermédiaire de la plus haute importance. Détour obligé en quelque sorte pour atteindre le but fixé, lorsque la voie droite est impraticable ou sans issue. Pas du luxe, du confort pé-

dagogique, juste une condition sine qua non.

Bien sûr, tout ce travail coûte de l'argent... Le système éducatif coûte de l'argent, qu'on soit en formation initiale ou en formation continue. Tout cela coûte de l'argent. Et le problème aujourd'hui fondamental est celui de la mesure de la "productivité" de l'activité éducative, de la rentabilité de tout cet argent. Il convient d'"effectuer des gains de productivité", comme disait un vice-président de l'USTL en parlant du CUEEP lors d'un récent Conseil d'Administration de cette université (8 avril 2005).

En général, la formation continue est comprise comme pouvant, entre autres résultats, accroître les gains de productivité de l'organisation qui investit en formation précisément. C'est un argument récurrent pour vendre de la formation : « Envoyez tous vos salariés se former chez nous ! Vous verrez les gains de productivité ! Vous verrez le profit que vous allez en tirer ! ». Depuis les années quatre-vingt, la formation professionnelle est perçue par le patronat comme un investissement et un choix stratégique. La formation a fait son entrée dans la logique économique, subissant la réduction économiste...

Mais maintenant, vingt ans après, il en va dans les organismes de formation continue comme dans les usines de production automobile, ou dans les usines chinoises de textiles, sauf qu'éventuellement l'investissement formation y est peau de chagrin ! Qu'importe ! Avec Bruno Magliulo - et *Le Figaro* (du 26 août dernier¹²) -, comprenons qu'« *il est temps que l'on ose enfin employer le terme de productivité dans l'Éducation nationale* » !

Le voilà, le rouleau compresseur du libéralisme triomphant, celui qui tient à peu près ce langage :

*« Mesdames les formatrices et Messieurs les formateurs,
accélérez la cadence ou c'est la porte
- derrière laquelle d'autres attendent votre place !
Quoi ? Les stagiaires ne sont pas du bétail ni de la ferraille ?
Quoi ? Il faut soigner l'environnement de l'activité pédagogique ?
Quoi ? Réfléchir sur sa pratique pédagogique ?
Non mais ! Vos conceptions sont pures idéologies passéistes ! Gauchistes,
quoi !
Non, le progrès veut que l'action de formation ait une rentabilité mesurable
financièrement.
D'ailleurs ce qui ne se compte pas en € ou en \$ n'existe pas !
Compris ? »*

Ce libéralisme ne connaît sûrement pas la pédagogie.

Quand il parle pédagogie, c'est pour se plaindre que les gens ne comprennent pas les grands bienfaits qu'il apporte au monde et qu'on leur a mal expliqué qu'il était bien la seule voie possible. Ce qui lui tient à cœur ! Voyez la misérable charge du Figaro contre ATTAC à la Une du 5 août dernier. Luttant, avec d'autres, contre l'idéologie néolibérale, les grandes entreprises et le Medef qui infiltrent l'école, l'association ATTAC est accusée ... d'infiltrer l'école ! Classique :

¹² <http://www.lefigaro.fr/rentree/20050826.FIG0023.html>

pour se défendre d'une grave accusation, on accuse l'accusateur de ce dont il vous accuse - ce qui est assez efficace ma foi auprès des esprits simples.

Ou alors c'est qu'il confond la pédagogie avec la fourniture de marchandise. Ne serions-nous pas, ici et avec anticipation, en train de suivre la fameuse Directive Bolkenstein, celle qui prône la marchandisation totale de l'Europe, celle qui entend faire de tout service fourni en Europe (y compris la santé, l'éducation, etc.) un produit économique ordinaire... Car le modèle de l'entreprise est sûrement en effet le seul qui vaille universellement, le seul qui aille dans le bon sens, celui de la modernité et du progrès : comme disait le baron Seillière le 22 janvier 2005 à l'Opéra-comique de Paris, « en France, l'entreprise est la seule vraie force d'adaptation et de modernité »...

Je ne vais pas faire ici l'histoire de l'émergence de ce pli libéral que la politique de la formation continue a pris à partir de la fin des années quatre-vingt, mais ça vaudrait le coup que quelqu'un s'y colle ! Les mots-clés seraient "qualité", "clientèle", "servuction", "industrialisation", "rentabilité", avec tous les mots-clés qui participent du discours néotechnologisant (le discours du progrès, vous savez !)...

Sauf que je ne peux m'empêcher de poser trois questions, juste trois.

Question 1

Si j'ai bien compris, le discours libéral (notamment le discours de la qualité) valorise la prise en compte du "client", réalité sacrée qui serait à la fois la motivation de l'activité et l'aune à laquelle on juge le produit et cœtera taratata... - le client étant, a minima, celui qui veut en avoir pour son argent. Fort bien. Mais, dans le cas précis de l'éducation et de la formation, pouvez-vous me dire qui est le client ? Celui qui paye ou celui qui apprend ? Certes, cette question ne se posera plus quand le libéralisme aura investi toute la place : l'école et la formation seront exclusivement financées par ceux qui en ont personnellement besoin. Alors là, il n'y aura plus de problème : chacun sera face à ses responsabilités ! Mais, trêve d'humour noir, nous n'en sommes pas encore là. Heureusement !

Question 2

Pourquoi faut-il absolument que la productivité soit dans un rapport d'inverse proportionnalité avec l'emploi ? Et ne me dites pas que ce n'est pas comme ça que se pose le problème ! J'ai toujours compris que, dans le discours patronal, une entreprise qui licencie est une entreprise qui se porte bien (qui recherche le profit, notamment pour les détenteurs d'actions ou de parts). Regardez le titre de cette étude très récente, *La baisse des charges en France : un bon compromis entre emploi et productivité*¹³ ! Un titre parlant, non ? C'est que c'est libéralement mathématique : il suffit de mettre en regard les coûts des emplois (accompagnés des autres dépenses) et les gains de vente (et autres recettes). Je repose la question : pourquoi donc faut-il absolument que la productivité soit dans un rapport d'inverse proportionnalité avec l'emploi ? Autrement dit, pourquoi faut-il mettre en concurrence, c'est-à-dire sur le même plan, le coût de la force de travail, le coût des hommes et des femmes, d'une part, et, d'autre part, le profit

¹³ A. Cheron, J-O. Hairault & F. Langot, Cepremap, Paris, Document de travail, juillet 2005, 15 p.

capitalistique ? Marx, reviens, ils sont toujours aussi bornés !

Question 3

Comment on évalue les résultats de la lutte contre les facteurs évoqués par mes collègues du CUEEP, ces facteurs qui « agissent comme [des] obstacles aux apprentissages » ? Certes, nous sommes là, diront certains, aux limites du "social" ou du "culturel"... Mais précisément, la prise en compte de la globalité de la personne, prônée par un certain Bertrand Schwartz au tout début des années quatre-vingt (souvenez-vous du rapport de 1981, L'insertion professionnelle et sociale des jeunes), n'est pas une méthode périmée ! À compartimenter les individus, on finit toujours par nier leur existence en tant que personnes. D'ailleurs ce principe d'action n'est-il pas encore sollicité par les pouvoirs publics et locaux, par exemple dans le dispositif dit de réussite éducative ? Voyez la communication relative à la mise en oeuvre du programme de réussite éducative du plan de cohésion sociale telle que présentée au Conseil des ministres du jeudi 25 août 2005¹⁴ par Catherine Vautrin, ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la Parité. Pourquoi donc faudrait-il attendre que les personnes vivent un échec criant, du moins repéré comme insupportable par les pouvoirs publics et locaux, pour enfin considérer les gens dans leur entièreté ? Bertrand, reviens, ils sont toujours aussi sourds !

4. [mercredi 31 août]

Ainsi donc le CUEEP est soumis à des vents contraires, méchamment contraires. Il est secoué par des conflits de rationalités divergentes. Il est ballotté dans l'œil de plusieurs cyclones dévastateurs. On pourrait croire alors que c'est le chaos. Eh bien non ! Parce que le conflit est déséquilibré : le comptable, celui qui tient les cordons de la bourse, parle d'abord, et sa voix suffit à construire la raison efficiente.

On a l'air de tous parler de la même chose, du CUEEP ; en fait, d'un côté on parle d'un projet social (et politique), de l'autre d'un projet libéral (et financier). C'est la pensée unique qui est ici à l'œuvre, avec perte flagrante, avec oubli béant de la pensée des finalités¹⁵ au profit du profit, ou simplement de l'équilibre ... financier.

Je sais bien que nous sommes dans un monde commerçant et capitaliste, je sais bien que l'argent est LA valeur ! Mais tout de même, ne pourrions-nous nous arrêter un temps, reprendre notre souffle pour réfléchir à ce que cela veut dire que compter l'argent de l'éducation permanente comme on compterait l'argent voué à remplir les caisses personnelles de la famille Mulliez ou de la famille Dassault. Il paraît que l'argent n'a pas d'odeur. Eh bien moi, je prétends que si. Je prétends que l'argent qui tournoie en bourse n'a pas la même odeur que l'argent

¹⁴ http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/gouvernement/conseils_ministres_35/conseil_ministres_25_aout_514/mise_oeuvre_programme_reussite_53780.html

¹⁵ D'ailleurs, le mot n'a-t-il pas sémantiquement glissé, ces derniers temps, pour aboutir à l'équation "finaliser = achever" - et pourquoi pas "mettre à mort" !-, en lieu et place de "finaliser = assigner une finalité" !

que le Conseil régional alloue au financement de sa politique de formation permanente ! Le premier « *saoule les hommes* »¹⁶, le second ne peut que les sauver...

Poussant plus loin notre divagation, ne peut-on pas affirmer qu'à réduire la politique régionale de formation à une question d'argent, à faire de la question financière une question préalable à la discussion politique, on est sûr de tuer la formation. C'est peut-être aller un peu vite en besogne et jouer les Cassandre à peu de frais. Reste que c'est bien là la direction que prennent les choses.

Mais pas besoin d'en arriver là pour voir poindre la mort du CUEEP. L'Université s'en charge, qui est elle-même prise dans le flot de la marchandisation - notamment celle qu'induit la mondialisation : il suffit de voir le comportement de l'OMC et de l'OCDE. Du moins l'enseignement supérieur et la recherche sont-ils « *des terrains favorables à la marchandisation* », dit Bertrand Geay, maître de conférences en sociologie à l'université de Poitiers. Mise ainsi sous pression libérale, l'Université, qui n'est pas forcément très au clair avec sa gestion financière, met ses "composantes" sous pression, et surtout celle dont les missions impliqueraient une autonomie financière - ce qui est aujourd'hui le cas de la formation continue. Et ceci, du point de vue des recettes surtout, car côté dépenses, l'Université n'hésite pas à ponctionner ses composantes par diverses sortes d'impôts et autres contributions aux charges communes, alors même que la communauté en question reste à définir avec précision.

La méthode appliquée par l'Université est somme toute assez classique dans le monde libéral de la gestion des entreprises et des centres de profit. C'est celle du dépeçage qui consiste à préserver ce qui "rapporte" et à laisser pourrir, mourir ce qui ne "rapporte" pas...

Je n'insiste pas.

Juste pour citer cet ouvrier polonais de 54 ans, ouvrier des fameux Chantiers navals, qui, parcourant en pensée les vingt-cinq dernières années, se plaint en ces termes : « *Aujourd'hui l'argent est roi. L'État nous a oubliés et trahis* »¹⁷. À quoi il faut sûrement répondre que c'est comme ça, c'est le sens des choses, bref, c'est le progrès - progrès nécessaire d'un pays qui s'ouvre **à la liberté, c'est-à-dire au libéralisme**. Et voilà un beau piège de l'idéologie libérale : on voudrait nous faire croire que le glissement que je viens d'opérer du bout des doigts (la liberté, c'est-à-dire le libéralisme, glissement qui fonctionne aussi dans l'autre sens) va de soi, qu'il y a terrain commun entre le politique et l'économique du point de vue du concept de liberté. Il est intéressant de noter ici que le précepte de Marx - selon lequel les conditions matérielles d'existence, déterminées par les rapports de production, déterminent l'ensemble de l'édifice idéologique¹⁸ - permet de comprendre pourquoi un tel glissement est abusif. Parce que ce précepte pose immédiatement la question en termes de conditions matérielles de possibilité de la liberté. Parce que pour passer d'une liberté nominale à une liberté réelle, il convient de regarder comment ça se passe concrètement, d'ob-

¹⁶ Comme écrivait Jules Romains, traduisant Stephan Zweig, au début de *Volpone*.

¹⁷ *Le Monde* daté du 31 août 2005.

¹⁸ Cf. la préface à la Contribution à la critique de l'économie politique de 1859.

server quelles sont les « conditions réelles qui déterminent la servitude ou la liberté », comme disait Simone Weil¹⁹. Ceci dit nombre d'auteurs continuent de colporter le glissement comme s'il allait de soi. Le dernier que j'ai croisé, au fil de mes lectures estivales, est Alain Gérard Slama avec son *Angélisme exterminateur. Essai sur ordre moral contemporain*, paru en février 1993²⁰. C'est subtil, on le remarque à peine, mais pour peu qu'on soit attentif, le glissement est bien là, tout au long de l'ouvrage, comme une obscure fondation d'autant plus efficace qu'on ne la voit pas ! Et que le propos se tient devant des cohortes d'étudiants qui dirigeront demain (A.G. Slama enseigne à l'IEP de Paris).

Si tu veux, cher lecteur, faire le sort qui convient au libéralisme, médite cette pensée que Désiré Nisard écrivit quatre-vingt-dix-neuf ans avant 1968 : « Le libéral, c'est quiconque a une convoitise. Voilà pourquoi il y a tant de libéraux. La qualité de la convoitise fait la qualité du libéral. Celui qui convoite le pouvoir vaut mieux que celui qui convoite l'argent. Mais tenez pour sûr que ni l'un ni l'autre ne se soucie de la liberté. »²¹.

5. [mardi 06 septembre]

Nous voici arrivés au cinquième épisode d'une contribution que je ne pensais pas si fournie quand je l'ai commencée. Du bouquin de Duvignaud lu pendant ces vacances d'été, j'ai glissé sur ce qui constitue aujourd'hui la principale préoccupation des salariés du CUEEP : l'avenir de ce dernier. Pourquoi garder alors pour ce feuilleton le titre « Le sous-texte », qui fait directement référence au livre de Duvignaud ? Tout simplement parce que c'est bien le sous-texte de l'histoire récente du CUEEP que je tente d'explicitier - du moins, soyons modeste, des éléments topiques de ce sous-texte.

Si on récapitule partiellement les quatre premiers épisodes de cette série, on voit qu'il semble clair que la mort programmée du CUEEP est comprise par certains comme un progrès, comme inscrit dans le déroulement de sa propre histoire. Comme un destin. Sauf qu'à mon sens, ce destin n'a rien de "naturel". Cela fait un bout de temps qu'il est écrit : en creux, parce que nous, je veux dire le CUEEP, ne l'avons pas vu venir, ce destin ; en plein, parce que d'autres que nous lui ont fait son affaire.

Mais alors, pourquoi ne nous défendons-nous pas mieux que ça ? Pourquoi le CUEEP a-t-il l'air de se laisser aller dans les bras de *Thanatos*, comme d'autres dans les bras de *Morphée* ?

Je propose de montrer, en guise de réponse, comment le CUEEP, dans la rationalité libérale, n'est objectivement pas défendable, à la fois d'un point de vue ex-

¹⁹ L'autre, dans sa *Lettre à Albertine Thévenon*, de février 1935.

²⁰ Oui, je sais : je ne lis pas que des nouveautés !

²¹ in *Ægri somnia - Pensées et caractères*, Calmann Lévy 1889, consultable en ligne <<http://gallica.bnf.fr/Catalogue/NoticesInd/FRBNF37253033.htm>> ; le chapitre d'où cette phrase provient s'intitule « *La liberté et les faux libéraux* », et occupe les pages 103sq. [= p.117sq. du document N0096249_PDF_1_320.pdf].

trinsèque et d'un point de vue intrinsèque. Dans un deuxième temps, je tenterai de montrer que le CUEEP ne peut se défendre parce qu'il a laissé les solidarités internes se fendre - cette casse des solidarités se jouant à deux niveaux : entre les sphères d'activités du CUEEP, et au sein des personnels. Enfin, il sera question de comprendre que, si le CUEEP ne peut se défendre, c'est parce qu'il n'a pas droit à la parole, parce que nous ne sommes pas dans un système de dialogue ouvert et démocratique.

6. [mardi 06 septembre]

Le CUEEP, dans la rationalité libérale disions-nous, n'est objectivement pas défendable, à la fois d'un point de vue extrinsèque et d'un point de vue intrinsèque.

Point de vue extrinsèque

Le marché de la formation continue est très segmenté et un organisme comme le CUEEP, organisme public "contraint" (de par son savoir être et ses savoir faire) de travailler avec les financeurs publics pour des publics en difficultés, le CUEEP ne saurait, comme ça, d'un coup de baguette magique et parce que la Présidence de l'Université le réclame, accrocher des marchés lucratifs qui permettrait un autofinancement complet - voire générateur de profit sonnante et trébuchante.

Il y a déjà cinq ans, par exemple, Jean-Michel Plassard et Faten Loukil, deux chercheurs toulousains, ont ainsi constaté « une segmentation stratégique par public » ; ils ont tracé un axe qui « oppose [...] les actifs occupés (salariés et alternance) aux actifs non occupés (insertion des jeunes et des demandeurs d'emploi). La distinction en deux segments reflète des modes de coordination différents. En effet la formation des salariés est un marché à part, financé par des fonds privés et qui est partagé par les organismes consulaires, liés à une entreprise ainsi que les privés lucratifs. [...] La formation du public en difficulté fait en revanche l'objet d'une commande publique et est financée par des fonds publics. Ces fonds destinés à des actions sociales d'insertion s'apparentent comme un marché partagé entre le secteur public et associatif » (*Positionnement des organismes de formation dans la branche formation continue*, note du LIRHE n° 321, de Septembre 2000, p.24).

À cela, on peut ajouter une remarque. Les taux du financement public de la formation sont bien en deçà de ce qu'il faudrait pour dégager des bénéfices en organisant et mettant en œuvre des actions au bénéfice des personnes en difficultés qui constituent, historiquement et idéologiquement, le public prioritaire du CUEEP...

En gros, on peut résumer l'alternative en ces termes : mourir d'asphyxie politique (perdre son âme) ou mourir d'asphyxie économique (perdre son argent).

Point de vue intrinsèque

Là, j'irai droit au but et prestement. Le CUEEP reste indéfendable parce que, depuis vingt ans, il est trop mal géré, trop mal administré par des services incompetents - c'est-à-dire sans la formation requise pour occuper tel ou tel poste de responsabilité, et je ne parle pas des qualités d'ordre relationnel -, confondant

compétence et compétition pour le pouvoir interne... Les postes plus ou moins électifs - celui de la Direction, notamment - tournent ; les bureaucrates demeurent, imperturbables et tellement sûrs d'eux-mêmes qu'ils réussissent, comme par inertie, à convaincre de leur indispensabilité voire à faire illusion sur leurs compétences. Le complexe d'Iznogoud qui les habite fait le reste : dès que le pouvoir légitime laisse une zone à peine inoccupée, ils l'investissent promptement autant qu'indûment - montrant par là leur soi-disant force de travail, leur soi-disant très grand sens des responsabilités et leur soi-disant immense rayonnement sur la structure au service de laquelle ils devraient se contenir... Ce qui fait qu'ils ont les meilleures promotions, les meilleurs salaires, les meilleures conditions de travail... au point d'en devenir atypiques et de ne plus pouvoir occuper de fonctions qu'au CUEEP, alors que celui-ci aurait peut-être eu intérêt à ne pas fixer ainsi de tels gens sur des fonctions si capitales.

Ce qui caractérise ces bureaucrates, c'est que, alors qu'*a priori* ils ont engagés entre eux une impitoyable lutte de pouvoir, dès que l'un d'eux est en difficulté, les autres viennent immédiatement à la rescousse pour faire front commun contre l'intrus (un salarié, voire le directeur) et restaurer l'« ordre ». Ce qui n'est pas sans me faire penser au fonctionnement décrit par François Brune au sujet des complexes idéologiques dont je parlais naguère²².

Bref, il y a comme un cercle vicieux, une spirale descendante qui plonge le CUEEP dans des abîmes de contradictions objectives... que les différents directeurs seraient mieux à même que moi de décrire, s'ils avaient le courage du parler vrai, le courage de reconnaître le système de défausse qui a autorisé de tels comportements au bout du compte anti-institutionnels.

Il aura fallu vingt ans pour se rendre compte de tout cela !
Encore suis-je un des seuls à le dire !
Le seul peut-être à l'écrire !
Mais pas à le penser !
Loin s'en faut.

7. [mercredi 07 septembre]

Après avoir vu comment le CUEEP, dans la rationalité libérale, n'est objectivement pas défendable, extrinsèquement autant qu'intrinsèquement, nous devons voir que le CUEEP ne peut tout simplement pas se défendre parce qu'il a laissé les solidarités internes se fendre, à deux niveaux : entre les sphères d'activités du CUEEP, et au sein des personnels.

La solidarité cassée entre les sphères d'activité

La solidarité entre les sphères d'activités du CUEEP (formation continue infra bac / formation initiale et continue universitaire / recherche fondamentale et appliquée / formation de formateurs / production pédagogique / ingénierie de la formation / développement territorial) a marqué le pli originel de son fonctionnement. Solidarité veut dire ici à la fois conscience de travailler dans le sens d'une finalité commune et d'être liées par une responsabilité et des intérêts communs, d'une part, et, d'autre part, interdépendance quasi mécanique, au sens où on dit

²² Voyez plus haut, § 1.bis, p.4.

qu'une bielle est solidaire d'un vilebrequin - cette interdépendance aboutissant en une « inter-redevabilité » forte et consciente d'elle-même. Par exemple, c'est bien en appui sur les sphères « formation » que la recherche s'est développée, y trouvant à la fois des terrains de recherche, des lieux d'expérimentation, des moyens humains qualifiés autant qu'une justification sociale. Inversement, c'est par la recherche que la formation s'est développée, affinant méthodes et pratiques, améliorant pédagogie et accueil des publics, etc. Une telle solidarité a produit la qualité qui a fait le nom du CUEEP, ou devrais-je dire son renom.

Il y eu même une époque où c'est cette solidarité qui faisait argument opposable à ceux qui contestaient la présence de l'Institut sur le « créneau » de la formation aux niveaux infra VI et V - je parle des GEPEN devenus GRETA aussi bien que des enseignants-chercheurs ignorant tout, ou presque, de ce qu'ils dénonçaient.

Eh bien, cette solidarité entre recherche et formation continue, par exemple, la Présidence de l'Université l'a cassée autocratiquement ! C'était lors de la rencontre du 25 mars 2003 entre Présidence de l'Université et Direction du CUEEP : la solidarité entre les sphères d'activités de l'Institut y était caractérisée d'« illusoire ». Après plus de trente années de preuves accumulées ! Une telle décision surprend dans la bouche d'un enseignant-chercheur, qui plus est en charge d'une Université, lieu consacré à la synergie entre recherche et enseignement - à moins que je ne me trompe ! Elle surprend beaucoup moins quand on la replace sur le fond de l'idéologie libérale où l'action de formation continue n'a pas comme objectif de permettre aux hommes et aux femmes disqualifiés par le système productif de se construire des projets de meilleur avenir mais de permettre de dégager des marges financières. Quand on sait que la segmentation du marché de la formation continue²³ interdit au CUEEP de se placer lucrativement sur ce marché, autant dire que l'étanchéité décidée par la Présidence entre les sphères d'activité signe la mort de ce qui n'est pas purement universitaire. Perdant toute justification endogène, le CUEEP, organisme de formation de statut universitaire, se vide de son sang.

Comment se défendre contre de telles pratiques ? En répétant inlassablement les arguments évoqués tout à l'heure ? Pas la peine ! Hors le fait qu'on peut effectivement se lasser de répéter l'évidence, ceux à qui on oppose ces arguments les connaissent déjà, pour les avoir forgés quand ils étaient en charge du CUEEP !

La solidarité difficile au sein des personnels

Une des caractéristiques des organismes universitaires de formation continue nés dans les années soixante - soixante-dix est l'hybridation des statuts de leurs personnels. Des postes de l'enseignement supérieur étaient mis à disposition de la formation continue (ils étaient « fléchés FC », disait-on à l'époque), d'autres provenaient de l'enseignement secondaire ; pour les autres personnes, elles étaient contractuelles ou carrément vacataires. Et il faut savoir qu'en fonction de leur grade, les fonctionnaires n'ont pas la même charge de service. Là où un temps plein annuel équivaut à plus de 700 heures de face à face (contractuel formateur), ici on ne pourra exiger plus d'une centaine d'heures de face à face (profes-

²³ Cf. dans le dernier épisode, la citation de l'article de Jean-Michel Plassard et Faten Loukil.

seur d'Université)... À côté de la disparité de statuts, il existe une forte disparité de fonctions : cela va du formateur au responsable de service, en passant par...

Bref, alors qu'au début de la vie du CUEEP, cette hybridation était productrice de richesse, parce qu'elle fonctionnait en solidarité, depuis que les plus anciens contractuels sont devenus enseignants-chercheurs et peut-être surtout depuis l'arrivée de nouveaux enseignants-chercheurs n'ayant pas d'histoire au CUEEP, cette hybridation est problématique et gêne une solidarité impossible.

Ajoutez à tout ça un système de primes discrètes allouées à certains sur les fonds propres du CUEEP, à d'autres sur le budget de l'Université, et vous comprendrez que la solidarité a pris du plomb dans l'aile. D'autant plus que, s'agissant des primes décidées par le CUEEP, il y a omerta ; on n'en parle pas et celui qui veut de la lumière se fait traiter de « fouille-merde » ! Bonjour l'ambiance ! Moi, j'ai juste une question à cet épineux sujet : a-t-on jamais calculé combien d'emplois contractuels on pourrait financer avec l'ensemble des primes données aux uns et aux autres ? Bon j'arrête : avec ce genre de questions, je ne vais pas arranger l'ambiance...

Une dernière remarque, pour laisser entendre qu'au CUEEP comme ailleurs, le libéralisme a frappé aussi les petites personnes dans leur quant à soi : chacun pour soi et les vaches seront bien gardées ! Peut-être faudra-t-il finir par croire ce qu'écrivait Raymond ABELLIO (*Ma dernière mémoire*) : « au fond, l'homme, qu'on dit animal social, n'est social que par surcroît. Le sentiment de son intimité, de son autonomie, est chez lui d'un ordre bien supérieur à celui de cette solidarité, dont la certitude ne joue qu'à la surface de l'être, tandis que l'autre se tient à son cœur. » Ce qui est clair, c'est que les points soulevés précédemment n'arrangent pas le constat de cette tendance généralisée à l'autisme social.

Euthanasié par le haut, anesthésié par le dedans, le CUEEP ne risque pas de se défendre !

8. [jeudi 08 septembre]

D'une part, le CUEEP, dans la rationalité libérale, n'est objectivement pas défendable, à la fois d'un point de vue extrinsèque et d'un point de vue intrinsèque. D'autre part, il ne peut se défendre parce qu'il a laissé les solidarités internes se fendre - cette casse des solidarités se jouant à deux niveaux : entre les sphères d'activités du CUEEP, et au sein des personnels... Mais il est un autre point de vue d'où le CUEEP n'est pas défendable : lorsqu'il ne peut pas se défendre faute de pouvoir discuter de son propre destin. L'Université a, semble-t-il, déjà tracé les grandes lignes de ce destin, et depuis pas mal de temps !

Si j'ai bien compris, euh pardon !, si j'ai bien senti, si j'ai bien deviné, le CUEEP est appelé à se réduire à un élément de composante (intégré au service de formation continue ou à un autre service de l'Université ?), qui serait chargé de l'ingénierie de la formation continue, déclinable en ces mots magiques que sont « FOAD », « analyse des besoins de formation en entreprise », etc., jusqu'à disparaître en tant que tel.

Quand la présidence de l'Université a entonné sa litanie du progrès, litanie toute rhétorique au début 2003, on parlait LMD, visibilité européenne voire internatio-

nale, politique de site, etc. À ce moment-là, j'ai compris - mais je ne voulais pas y croire au fond de moi - que c'était fini, que le CUEEP était voué à une mort dont la programmation se cachait derrière une logorrhée progressiste. La présidence n'a jamais dit clairement que le CUEEP était voué à mourir. Plutôt laisser pourrir et *wait and see*. Plutôt laisser mourir, dépeçant patiemment la bête jusqu'à ce que le moignon restant ne s'alimente plus suffisamment pour survivre.

Cette méthode est en elle-même problématique, pas au sens de la recherche mais au sens de l'action et de la morale ! Quand elle est appliquée au mépris du respect des gens concernés au premier chef, les salariés du CUEEP, cela frise le scandale : aucun véritable dialogue n'a été permis avant que cette décision de mise à mort ne soit prise. On se croirait dans ces holdings où la vie de centaines de travailleurs se règlent en pays lointain, au nom de la rentabilité économique, c'est-à-dire selon les sacro-saintes règles du capitalisme avancé, pays où l'argent n'a pas d'odeur pourvu qu'il y en ait, pays où l'argent ne fait pas le bonheur de ceux qui n'en ont pas, pays de désolation morale dont les habitants affirment qu'il n'y a pas d'idéologie, tout simplement parce qu'il est en lui-même idéologie... Tiens, ça me rappelle l'aventure de MetalEurop à Noyelle-Godault !

Bref, tout se passe comme si l'affaire avait été réglé au plus haut niveau, hors tout fonctionnement de type démocratique, hors quel que dialogue que ce soit entre décisionnels du dehors et intéressés du dedans... À ces derniers on jette quelques bribes de discussion - bouclée d'avance - juste assez pour constater qu'ils ne sont pas d'accord pour mourir et en conclure qu'ils ne souhaitent pas le progrès...

FIN

Le sous-texte, Bruno Richardot,
<http://brich59.canalblog.com>,
le jeudi 08 septembre 2005